



DOSSIER DE PRESSE

Forum social mondial 2007 - Nairobi - 20 au 25 janvier

Participation du CCFD et de 37 ONG qui sont ses partenaires dans les pays du Sud et de l'Est

Sommaire

- ❑ **L'implication du CCFD dans le Forum social mondial**
- ❑ **Séminaires et ateliers sur la Paix**
 - Lutte contre l'impunité et devoir de mémoire pour résoudre les conflits et permettre la réconciliation
 - La jeunesse dans la construction de la paix
 - La contribution des ong confessionnelles à la construction de la paix
- ❑ **Présentation des partenaires du CCFD présents à Nairobi**
- ❑ **Le CCFD une association de solidarité internationale au service du développement**

Délégation du CCFD à Nairobi

Sixeighty Hotel
Kenyatta Avenue, PO Box 43436, 00100 Nairobi - Tél : 254-20-315680 fax : 254-20-343875
e-mail : info@680-hotel.co.ke

Contact Véronique de La Martinière à Nairobi : 07 20 77 37 19
e-mail : v.delamartiniere@ccfd.asso.fr



L'implication du CCFD dans le Forum social mondial

Une délégation du CCFD se rend à Nairobi du 18 au 26 janvier, elle est composée de :

- 20 membres du réseau de bénévoles issus de toutes les régions de France, en particulier des jeunes, engagés dans des actions d'éducation à la solidarité internationale
- 37 responsables d'ong qui sont ses partenaires en Afrique, Amérique latine, Asie, Bassin méditerranéen/Migrants et Europe de l'Est
- des responsables de l'association au niveau national et des salariés

Le CCFD s'implique dans le Forum pour poursuivre son soutien à la construction des sociétés civiles africaines et à leur mise en réseau et contribuer à rendre visible les avancées économiques, démocratiques et sociales réalisées en Afrique.

- ⇒ **à travers la présence de 37 partenaires, il favorise la participation directe des sociétés civiles du Sud aux débats sur les grands enjeux mondiaux :** les réseaux des sociétés civiles débattent entre elles, s'y organise et peuvent peser de plus en plus fort lors des rencontres internationales, des contre sommets organisés l'occasion du G8, des Assemblées générales de la Banque mondiale ou du FMI.
- ⇒ **il contribue à l'élaboration de propositions pour bâtir un monde plus juste :**
 - citoyenneté et construction de la démocratie,
 - lutte contre la pauvreté, les discriminations et l'exclusion,
 - information et formation des acteurs de la société civile,
 - appui au développement de l'agriculture, de la pêche artisanale...
- ⇒ **il propose des échanges d'expériences sur le thème de la lutte contre l'impunité et le devoir de mémoire pour construire durablement la paix.**
 - le séminaire : « lutte contre l'impunité et devoir de mémoire pour résoudre les conflits et permettre la réconciliation » mettra en contact des partenaires travaillant à la **construction de la paix dans différents pays en Afrique, en Ex-Yougoslavie et en Amérique latine.**
 - l'atelier « **la jeunesse dans la construction de la paix** » permettra à des organisations travaillant avec et pour des jeunes, d'échanger leurs expériences sur les moyens à mettre en œuvre pour impliquer la jeunesse dans les processus de paix.

Délégation du CCFD à Nairobi

Sixeighty Hotel
Kenyatta Avenue, PO Box 43436, 00100 Nairobi - Tél : 254-20-315680 fax : 254-20-343875
e-mail : info@680-hotel.co.ke

Contact Véronique de La Martinière à Nairobi : 07 20 77 37 19
e-mail : v.delamartiniere@ccfd.asso.fr

Séminaire sur le thème de la paix

Lutte contre l'impunité et devoir de mémoire pour résoudre les conflits et permettre la réconciliation

lundi 22 janvier 2007 – Terrain 1

Obtenir un cessez-le-feu ou signer un accord de paix ne suffit pas à réintroduire la paix. Il faut poursuivre le processus par la lutte contre l'impunité, s'engager à garder mémoire des faits pour reconstruire des bases sociales solides, restaurer une confiance entre tous les acteurs de la société. Cette conférence permettra d'échanger sur les moyens de lutte contre l'impunité et de reconnaissance du passé mis en place sur différents continents pour un présent et un avenir en paix.

Matin

- **La Lutte contre l'impunité et le devoir de mémoire pour une paix durable : présentation théorique,**
Marie-Line Ramackers, CCFD
- **Moyens pour lutter contre l'impunité et garder la mémoire**

Durant le conflit

. **Colombie** : Luis Guillermo Perez, CIFCA et Secrétaire général de la FIDH

Luttes contre l'impunité, l'oubli et l'amnésie : procédures juridiques et politiques sur le plan national, régional et international.

. **Sri Lanka** : Siva Sivapragasam, HDO (Human Development Association).

Face contexte actuel, quels moyens de lutte contre l'impunité et de travail sur la mémoire mis en place pour revenir à la paix

. **Tchad** : Delphine Kenneloum Djiraïbe, avocate, coordinatrice du Comité de Suivi de l'Appel à la paix et à la réconciliation

Justice et mémoire, moyens d'éviter le retour de la guerre civile, de reconnaître les crimes, le cas d'Issène Habré

Après le conflit

. **République Démocratique du Congo** : Dismas Kittenge Senga, Groupe Lotus

Articulation entre loi nationale et Cour Pénale Internationale, devoir de mémoire dans la justice transitionnelle et lutte contre l'impunité

. **Pérou** : Rosa Villaran de la Puente, Secrétaire exécutive du Mouvement « Para Que No Se Repita, »

Actions menées contre l'impunité, de la Défense des droits humains aux travail sur le Plaidoyer et l'animation de Campagnes d'opinion publique

Après midi

- **Grands points abordés durant la matinée et lien avec l'après midi**

Après le conflit dans les Balkans

. **Bosnie-Herzégovine** : Bosiljko Rajic, Directeur de la Caritas nationale

Situation de la Bosnie-Herzégovine et relations avec les autres pays face au devoir de mémoire et à la justice

. **Serbie** : Admir Duran, HLC (Humanitarian Law Center)

Justice et Vérité dans un pays encore meurtri par le conflit des Balkans, accepter l'histoire sans la « refaire », reconnaître et condamner les auteurs d'exactions

- **Relais pour lutter contre l'impunité et garder la mémoire**

Engagement des femmes

. **Argentine** : Nora de Cortinas, fondatrice des Mères de la Place de mai

Lutte durant la dictature et travail de mémoire et de justice depuis

Rôle des médias

. **République démocratique du Congo** : Kizito Mushizi Nfundiko, Radio Maendeleo,

Implication d'une radio communautaire dans la réconciliation et présentation de ses moyens d'actions en faveur de la justice et de la lutte contre l'oubli

. **France** : Jean-Claude Petit, Les Amis de la Vie *Apport des médias dans la lutte contre l'impunité et le devoir de mémoire. Entre histoire et actualité, rôle des médias pour le droit à la justice et l'acceptation du passé*

Modération : Sophie, Zaccaria, CCFD ; Arielle Denis, Mouvement de la paix ; Antoine Sondag, Secours Catholique-Caritas France ; Véronique Rioufiol, FIDH

Organisé par : le CCFD (Comité Catholique contre la faim et pour le développement) avec le CRID (Centre de recherche et d'information sur le développement), la FIDH (Fédération Internationale des ligues des droits de l'Homme), Les Amis de la Vie, le Mouvement de la paix et le Secours catholique-Caritas France

Contact à Nairobi : Véronique de La Martinière : 07 20 77 37 19 - Email : v.delamartiniere@ccfd.asso.fr

Service de Presse du CCFD à Paris : 01 44 82 80 64

Atelier sur le thème de la paix

La jeunesse dans la construction de la paix mardi 23 janvier 2007 - Terrain 1

La jeunesse est l'avenir d'un pays. Quel rôle a-t-elle lorsqu'un conflit survient, comment peut-elle être vecteur de paix ? Quels moyens peut-on mettre en œuvre pour l'impliquer dans les processus de paix ? Comment s'investit-elle dans la prévention des conflits ? Cet atelier se veut un lieu d'échanges d'expériences convivial entre des organisations qui travaillent avec/pour la jeunesse et des jeunes qui s'engagent collectivement ou individuellement en faveur de la paix au Sud à l'Est et au Nord.

Animation : Marie-Line Ramackers

Organisations sensibilisant les jeunes à la paix

- **Sri Lanka** : Sivapragasam Siva, HDO (Human Development Association)
Défense des droits humains (des populations tamoules), économie solidaire (micro-crédits)
- **Grands Lacs (Burundi, République Démocratique du Congo, Rwanda)** : Gilbert Mussumba, SCOUTS des Grands Lacs sur le thème *Paix et citoyenneté*
- **Bolivie** : Claudia Montes de Oca, CEPROLAI
Participation citoyenne et politique, formation de leaders jeunes, droits des jeunes

Jeunes collectivement ou individuellement au service de la paix

- **Côte d'Ivoire** : Salamata Kamagate, PAIPS,
Paix, citoyenneté, formation
- Tchad** : Abderramane Ali Gossoumian, REPACT
Paix, dialogue interculturel
- **Serbie** : Ivan Stovanovic, Youth initiative for human rights
Vérité et justice : assumer les responsabilités face aux crimes
- **MIEC** (Mouvement international des étudiants catholiques) : Zobel Behalal
La réconciliation des mémoires dans les situations de post-conflit
- **Jeunes du réseau CCFD, délégation de jeunes des « Amis de la vie », représentant des Guides et Scouts de France**

Séminaire sur le thème de la paix

La contribution des ong confessionnelles à la construction de la paix mardi 23 janvier 2007

Ce séminaire a pour objectif d'identifier des acteurs et initiateurs de la construction de la paix et de repérer la plus value et les handicaps des ong confessionnelles dans cette démarche. Et de rechercher les moyens d'agir pour une meilleure mise en réseau, et pour un travail plus efficace pour la paix en mobilisant les acteurs religieux.

Intervenants

- **Afrique** : Zobel Behalal (MIEC, Cameroun)
Abderhaman Ali Gossoumian (REPACT, Tchad)
- **Asie** : Kirshna Bajadur Bogati (Caritas Asia, Nepal)
Brahamim Niraula (Caritas Asie, Népal)
- **Caucase** : Julia Kharashvili (Association pour les femmes déplacées: l'Accord, Géorgie)
- **Europe** : Gzim Plakolli (Caritas Kosovo), Boban Mirkovic (Caritas Kosovo)

Modérateurs :

Marie Line Ramackers CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement, France),
Antoine Sondag Secours Catholique / Caritas France.

ONG PARTENAIRES DU CCFD

Présentes au Forum social mondial de Nairobi - 20 au 25 janvier 2007

AFRIQUE

BURUNDI

SCOUTS DES GRANDS LACS

PAIX ET CITOYENNETE

- **Gilbert MUSSUMBA : Directeur**

L'Association "Scouts de France", créée en 1920 et reconnue d'utilité publique en 1927 et l'association "Guides de France" créée en 1923 et reconnue d'utilité publique en 1943 mettent en oeuvre depuis leur origine le scoutisme selon les buts, les principes et les méthodes établis par son fondateur Lord Robert Baden Powell.

L'association a pour but de contribuer à l'éducation des enfants et des jeunes et à leur engagement dans la vie sociale selon le but, les principes et les méthodes du scoutisme. Elle est ouverte à toutes et tous, sans distinction de nationalité, de culture, d'origine sociale ou de croyance.

Indépendante de tout parti politique, l'association SGDF propose aux jeunes d'agir en réponse aux nouvelles questions qui engagent l'avenir de notre société : l'environnement et le développement durable, les nouvelles solidarités, la promotion féminine, l'identité des garçons et des filles, l'animation spirituelle et l'éveil à la foi, l'éducation à la paix ...

Le bureau régional se trouve à Nairobi (de 65 à 82 il était à Lagos au Nigeria) au Kenya

Il est composé :du commissariat régional exécutif, du comité africain du scoutisme, du bureau africain du scoutisme.

Il existe deux autres bureaux secondaires à l'ouest (Dakar) et au sud (Le cap). La région Afrique se compose aussi des zones scouts (Dont la CSGL...)

INADES FORMATION

DEVELOPPEMENT CONSTRUCTION DE LA PAIX

- **Pascal BARIDOMO : Directeur**

INADES-Formation Burundi a été mis en contact avec le CCFD en septembre 1994. INADES-Formation Burundi a été appuyé dans le cadre de la Convention d'objectifs Grands Lacs. INADES-Formation Burundi a régulièrement participé aux ateliers de suivi de la dite convention. Aujourd'hui, le CCFD appuie la mise en oeuvre du Plan d'Orientation et d'Action 2006-2008.

INADES-Formation Burundi fait partie du réseau panafricain composé de 10 pays africains.

CAMEROUN

BASC

DEVELOPPEMENT SOCIETE CIVILE

- **Léopold MAMTSAI YAGAI : Directeur**

Le BASC est une petite structure basée au sein de la Conférence Episcopale. Elle est composée de 5 salariés mais pilote une équipe de 6 personnes uniquement engagée sur la mise en oeuvre et le suivi du PCPA. Le BASC est un service très politique au sein de la CENC, au même titre que Justice et Paix. Son objectif initial était d'apporter un appui au réseau des Caritas diocésaine mais le BASC s'est essentiellement concentré ces dernières années sur des objectifs de mobilisation de la société civile, du suivi de la réduction de la dette et des politiques publiques ainsi que dans le co-pilotage avec le CCFD du PCPA. Cette année, un nouveau coordinateur a été recruté après le départ de Paul Samangassou que le CCFD a bien connu depuis 7 ans, Léopold MAMTSAI YAGAI.

MIEC

EDUCATION – EMPLOI – SANTE - CITOYENNETE

- **Zobel BEHALAL : Secrétaire général.**

Le MIEC regroupe des fédérations d'étudiants universitaires catholiques de 75 pays. Le MIEC vise à aider les étudiants à être de véritables acteurs sociaux, en lien avec la promotion de valeurs chrétiennes et spirituelles. Le mouvement est engagé dans différents domaines : éducation et emploi, santé (dont sida), solidarité avec les marginalisés, citoyenneté et participation.

COTE D'IVOIRE

ONG PAIPS

PAIX – CITOYENNETE - FORMATION

- **Kamagate SALAMATA**

L'ONG PAIPS est un partenaire clé pour le CCFD depuis plusieurs années. Madi Solo son président est aussi président du REPROJECI, réseau constitué par l'ensemble des partenaires et quelques alliés pour la promotion de la jeunesse. Il a été extrêmement actif pour construire et faire vivre ce réseau. Par ailleurs le programme PAIPS a aussi acquis un grand savoir faire et sérieux dans l'approche des associations de jeunes. Aujourd'hui il étend son action sur plusieurs villes du pays grâce à un partenariat avec les autres ONG du réseau qui assure un relais d'encadrement des associations de jeunes bénéficiaires.

MALI

CENTRE DJOLIBA

FORMATION PROFESSIONNELLE

- **Jean de Dieu DAKOUO, Directeur**

Le centre Djoliba est né à Bamako en 1997. L'association s'est d'abord centrée sur la création d'emplois pour les jeunes diplômés chômeurs. Elle se donne comme mission plus large de promouvoir la démocratie et la décentralisation par l'information et la formation des acteurs de la société civile malienne.

Promouvoir l'expression des citoyens dans les cercles communaux de Ségou et Sikasso. Deux catégories de citoyens sont privilégiées : les femmes et les jeunes diplômés chômeurs.

- Le centre Djoliba organise de nombreux débats, conférences et sessions de formation pour faire progresser les notions de démocratie et de développement local dans la population des communes concernées.
- Le centre encourage les femmes à s'engager dans les instances de décision politique et d'accès au micro-crédit.
- D'autres actions concernent les jeunes sans emploi pour faciliter leur insertion dans la vie active, voire consolider leurs projets de création de micro-entreprises.

Les organisations de la société civile (ONG et associations) bénéficient elles aussi de conseils et de formations spécifiques.

MAURITANIE

GRDR

DEVELOPPEMENT LOCAL

- **Mamadou DIARRA**

Depuis 1969, le GRDR accompagne les dynamiques de développement portées par les migrants africains de France. Sa démarche s'inscrit dans une approche globale qui intègre les deux espaces: l'Afrique et la France. Les programmes France contribuent à l'insertion sociale et économique des populations immigrées accompagnées par le GRDR. Le GRDR est également partenaire du service Afrique du CCFD à travers des actions de développement local au Sud de la Mauritanie (Région de Guidimakha)

MOZAMBIQUE

FORUM TERRA

ACCES A LA TERRE

- **Luisa HOFFMAN**

Forum Terra est une ONG nationale comprenant 26 membres (dont 17 organisations et 9 personnes individuelles) tous actifs autour de la question de la terre et des ressources naturelles, visant l'amélioration des conditions de vie et les changements des comportements des communautés, en particulier des paysans. Le mouvement civil (Campanha Terra) s'est constitué en regroupant les forces de la société civile, pour l'élaboration de la loi foncière en 1997. Dans la province de Nampula, ce mouvement s'est caractérisé par la constitution du Nucléo Provincial da Campanha Terra. Alors que le mouvement de Campanha Terra s'est dissous en 1999 suite à la finalisation de la loi, l'antenne provinciale de Nampula a prolongé son action, pour accompagner la mise en application de la loi. De là est née la création d'un Forum pour faciliter la formalisation des relations existantes entre les membres du mouvement. Entre 2000 et 2003 a eu lieu une période de transition et de réflexion sur les actions entreprises et pour définir l'identité, les statuts, l'orientation et la stratégie du Forum nouvellement constitué. La mission de Forum Terra Nampula est définie comme suit: promotion et défense des droits inhérents de l'usage et l'usufruit de la terre et des ressources naturelles des communautés, par leurs membres. Depuis 2005, Forum Terra devient plus opérationnel et intervient directement auprès des communautés.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

RADIO MAENDELEO

DEVELOPPEMENT ET CONSTRUCTION DE LA PAIX

- **Kizito MUSHIZI NFUNDIKO**

Radio Maendeleo est une radio associative des organisations de développement du Sud-Kivu. Elle est la pionnière des Radios communautaires de la RDCongo. Créée en 1993 sous l'initiative du CRONGD, Radio Maendeleo se veut un média qui accompagne la base dans ses activités quotidiennes pour le développement et la promotion humaine. Elle a été créée dans le souci de rendre accessible l'information aux communautés de base dans un contexte où les médias officiels constitués étaient déjà un instrument de propagande du pouvoir mobutiste et au moment où le peuple avait grandement besoin d'un outil de communication qui puisse canaliser objectivement ses aspirations pour un avenir meilleur. De part cette mission, assignée depuis sa création, Radio Maendeleo se veut aujourd'hui le porte-parole de la population au vu de toutes les turbulences socio-politiques et économiques que traverse la RDC en général et la province du Sud-Kivu en particulier.

Objectifs :

- Former et informer la population sur les actions de développement et de promotion sociale
- Rendre l'information accessible aux communautés paysannes
- Accompagner les ANGD et ONGDH dans leurs activités de terrains
- Accorder aux ONGD et ONGDH la possibilité d'entrer en contact avec leurs bases respectives par la voie des ondes

RWANDA

PREFED RWANDA

DEVELOPPEMENT ET CONSTRUCTION DE LA PAIX

- **Dismas KABOYI**

Présentation (objectifs, activités,...) : Par ces échanges au niveau de la sous-région, le PREFED vise à favoriser une connaissance réciproque entre acteurs de paix et de développement de différents pays en situation de conflit ouvert. Au niveau de l'antenne du Rwanda, le PREFED travaille plus particulièrement pour le développement de l'agriculture rwandaise en soutenant les initiatives locales et en renforçant les groupements paysans.

SENEGAL

ADEPA

MER

L'ADEPA a été fondée en 1992 par des organisations d'appui à la pêche artisanale africaines et françaises. Elle s'est alors vue confier par l'UE la gestion et l'animation d'un programme régional de valorisation des captures de la pêche artisanale en Af. de l'Ouest. Par la suite, l'ADEPA s'est donnée pour objectifs : - la sécurité alimentaire en Af. de l'Ouest, l'émergence de groupes socioprofessionnels et de structures d'appui aux OP de la pêche artisanale, l'animation d'espace de débats, de dialogue entre les acteurs publics et privés de la région, la capitalisation d'études et de réflexions. L'ADEPA regroupe des membres dans 11 pays. Les bénéficiaires de ce programme sont les organisations membres de l'ADEPA, mais aussi les institutions régionales (CEDEAO par ex.) et les Etats. L'ADEPA intervient au travers de : - organisation d'envergure régionale (problématique de la gestion de la ressource au niveau Af. Ouest). - apport de services (appui, formation, information, etc.) à ses membres afin de les aider à progresser et à se renforcer - accorde une place importante aux politiques de pêche et souhaite mobiliser les acteurs locaux, nationaux et régionaux dans ce débat. Le CCFD est en lien avec l'ADEPA depuis 2000. Suite à l'AG de sept. 05, un nouveau plan d'action 2006-2010 a été réalisé et est le document de référence de notre partenariat.

CONGAD SUD

PAIX

- **Ibrahima KA, Président**

Née en 1982, le CONGAD national compte 161 ONG nationales, étrangères et internationales, depuis 10 ans des CONGAD régionaux ont été constitués ; celui de la Casamance comprend 35 membres à ZIG et 19 membres à Kolda.

Les nombreuses prises de position et l'organisation d'évènements en faveur de la PAIX en Casamance, son poids apolitique et ses réseaux en font un artisan incontournable pour la reconstruction. Ses activités de renforcement des capacités des autres ONG, son activité de plaidoyer et son image positive peuvent contribuer au rétablissement de la paix et à la reconstruction de la casamance.

TCHAD

REPPACT

PAIX

- **Abderramane ALI GOSSOUMIAN**

Le réseau pour la promotion de la paix et de la citoyenneté au Tchad (REPPACT) est créé le 28 mai 2005 à N'djamena suite à une réflexion menée par des leaders d'associations de la société civile tchadienne sur l'évolution de la situation sociopolitique du pays et les enjeux de la participation de la jeunesse aux actions citoyennes et la construction de la paix.

Les six organisations membres (APAD, ABEILLES, ADJR, AS TREYYA, COPES, JEC) sont engagées en effet à travailler dans une synergie d'action exemplaire focalisant l'intervention du réseau sur des défis actuels de la société tchadienne à savoir : le rapprochement entre les jeunes musulmans et chrétiens, la cohabitation inter communauté, l'éducation et la formation à la culture de la paix et aux valeurs citoyennes, la réduction des violences à l'école et dans les quartiers.

Après deux années de parcours, le REPPACT a favorisé l'émergence de nombreux jeunes qui participent à la vulgarisation des valeurs non violentes, mais aussi et surtout au débat politique national.

AMERIQUE LATINE

BOLIVIE

CEPROLAI

PARTICIPATION CITOYENNE ET POLITIQUE

- **Claudia MONTES DE OCA, Animatrice**

CEPROLAI (Centro de Promoción del Laicado « Ricardo Bacherer ») est une institution de l'Archidiocèse de La Paz. Elle a pour but la formation socio-politique, économique, religieuse et culturelle des citoyens en général, des jeunes et des laïcs chrétiens. Elle cherche à favoriser la vocation spécifique des laïcs à l'édification d'une société juste, solidaire et fraternelle. Elle promeut une réflexion sur la réalité nationale ainsi que sur ce que peut apporter la théologie au vécu de valeurs humaines et chrétiennes. CEPROLAI participe, en tant que Centre de Formation, au réseau d'organisations catholiques de laïcs, et travaille également en réseau avec d'autres institutions de l'Archidiocèse. Elle fait partie du Chapitre bolivien des Droits de l'Homme, qui lui-même fait partie de la Fédération latino-américaine des Droits de l'Homme, et appuie les travaux et les engagements de l'Eglise au plan national tel que : dialogue national, Forum du Jubilé, Assemblée Constituante, campagne pour la réduction de la dette extérieure.

BRESIL

FBFF

DROITS LEGAUX ET HUMAINS

Maria Gorete FERNANDES NOGUEIRA, Membre du Conseil Directeur de la FBFF et coordinatrice du projet financé par le CCFD.

La FBFF (Federação de entidades de Bairros e Favelas de Fortaleza) est née en 1982, comme conséquence de processus de luttes et de mobilisations communautaires de plusieurs quartiers de Fortaleza, plus particulièrement en réponse aux conflits apparus autour de l'occupation du sol urbain. Son objectif est de contribuer à la mobilisation et à l'organisation du mouvement communautaire visant à amener les habitants des quartiers à réclamer leurs droits, à s'engager et à être forces de propositions dans l'élaboration des politiques publiques de la ville et, à un niveau plus large, dans les décisions nationales même. La FBFF a mené des activités de développement urbain, articulant les luttes collectives, promouvant congrès, séminaires, ateliers, dialogues, débats, et soutenant des membres du Mouvement Urbain Populaire dans leurs luttes quotidiennes.

Aujourd'hui, la FBFF compte 496 entités affiliées, associations, conseils communautaires, groupes culturels, petites fédérations régionales, et 150 crèches communautaires et autres groupements. A travers ses affiliés, la FBFF articule environ 40 000 habitants de diverses aires de la ville, ce qui légitime ses actions en tant qu'entité fédérative.

COLOMBIE

ASCOBA

PAIX ET DROITS HUMAINS

- **José Angel PALOMEQUE LEMUS, Président d'ASCOBA**

ASCOBA (Association des Conseils Communautaires du Bas Atrato) regroupe 54 Conseils Communautaires de 7 vallées différentes et 2 coopératives de production de la région du Bas Atrato, figure juridique des communautés noires (Selon la loi 70 de 1993 sur la propriété collective des terres des communautés noires, le conseil communautaire est l'autorité qui administre le territoire collectif ; il représente les communautés face à l'Etat en vue de gérer au mieux l'amélioration des conditions de vie de la population).

L'organisation ethnico territoriale (le processus organisationnel est plus basé sur le territoire, le Bas Atrato) ASCOBA est née en 2003, issue de l'expérience des Communautés de Paix ; elle réunit une population plus large des communautés du Bas Atrato qui ne s'étaient pas déclarées Communautés de Paix. Le principe des "communautés de paix" demeure au sein d'ASCOBA un symbole fort pour les leaders.

L'objectif de l'organisation ASCOBA est la défense de la vie des communautés sur leur territoire, par la promotion des droits humains, économiques, sociaux, culturels, politiques et environnementaux. La Direction ASCOBA est assurée par un directoire et 14 comités chargés de la mise en œuvre et du suivi des objectifs de l'association. Parmi ces comités on peut mentionner le comité de jeunes, le comité de genre, le comité territoire et environnement etc.

ASCOBA intègre deux éléments fondamentaux que ne prenaient pas en compte les communautés de paix : la notion de territoire d'une part, et la notion d'identité culturelle, plus forte que la notion de « population civile ». Par ailleurs, alors que les communautés de paix n'avaient pas d'existence juridique, cette évolution vers une association permet de gagner en autorité et en légalité. Les défis à relever sont immenses, mais l'existence d'ASCOBA est le signe d'une évolution positive de l'organisation de ces communautés pour la revendication de leur droit

Contact à Nairobi : Véronique de La Martinière : 07 20 77 37 19 - Email : v.delamartiniere@ccfd.asso.fr 9
Service de Presse du CCFD à Paris : 01 44 82 80 64

HONDURAS

ALFORJA

DEVELOPPEMENT SOCIETE CIVILE

- **Guillermo ZELAYA : Coordonnateur**

ALFORJA est un réseau centre-américain qui coordonne depuis 1981 le travail de 7 organisations d'éducation populaire du Panama, du Costa Rica, du Nicaragua, d'El Salvador, du Honduras, du Guatemala et du Mexique. ALFORJA a pour objectif le renforcement des capacités d'organisations de base et de mouvements sociaux par la promotion et le renforcement des actions de formation, de recherche, de systématisation d'expériences et de production d'outils pédagogiques. Dans son rôle d'accompagnement aux mouvements populaires de la région, ALFORJA a développé et mis à leur disposition des méthodologies et des techniques d'éducation sur des thèmes tels que développement local, pouvoir local et démocratie participative, équité de genre, participation citoyenne, mouvements sociaux, vulnérabilité socio-économique et environnementale, plaidoyer politique.

PEROU

MOUVEMENT « PARA QUE NO SE REPITA »

PAIX & CITOYENNETE

- **Rosa VILLARAN DE LA PUENTE, Secrétaire exécutive**

Le Mouvement « Para que no se repita » (Pour que cela ne reproduise pas) réunit divers réseaux, institutions et personnes de la société civile dans le but d'assumer les défis posés par la Commission de la Vérité et de la Réconciliation (CVR) qui a remis son rapport (en 2003) sur les crimes commis lors de la guérilla du Sentier Lumineux et la répression armée qui ont causé la mort de 69 800 personnes entre 1980 et 1992. Les attaques à l'encontre de la CVR ont mobilisé de nombreuses organisations de la société civile qui ont formé ce mouvement citoyen, organisant divers forums publics et espaces de discussion en appui à la CVR, cherchant à faire pression sur les autorités publiques pour qu'elles garantissent de bonnes conditions aux équipes d'enquêtes et que ses recommandations, incluant des réparations aux victimes, ne restent pas lettre morte.

PAX ROMANA

PAIX – DROITS DE L'HOMME

- **Mme Irma Lucia MARIÑO VARGAS, Présidente du Secrétariat Latino-Américain et vice-présidente Mondiale de MIIC-Pax Romana.**

Pax Romana-MIIC est un mouvement présent dans 54 pays. Il regroupe les professionnels et les intellectuels catholiques, engagés dans l'Eglise et la société. Le mouvement travaille prioritairement pour la promotion d'une culture de paix, le dialogue œcuménique, inter religieux et interculturel, la défense des droits de l'homme. Pax Romana est présent dans des groupes de travail sur les droits de l'homme, qui participent aux sessions des Nations Unies et à la formation de juristes.

URUGUAY

AMERINDIA

RELIGION ET ETHIQUE

- **María del Socorro Martínez**

AMERINDIA est un groupe informel de théologiens créé pour aider à la préparation des conférences de Puebla (1979) et de Santo Domingo (1992). En 1996, il se réactive en prévision du Synode de l'Amérique de 1997 et pour faire des apports au Jubilé de l'An 2000. Les théologiens membres du réseau sont originaires du Mexique, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica, République dominicaine, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie, Chili, Uruguay, Paraguay, Argentine, Brésil, ainsi que 3 groupes de contact aux USA et au Canada. Ce réseau promeut l'option préférentielle pour les pauvres au sein de l'Eglise et travaille en lien avec plusieurs centres de recherche et de formation chrétiens, dont certains sont aussi partenaires du CCFD. A ce titre, Amerindia est en lien avec plusieurs évêques engagés socialement auprès des plus démunis sur des problématiques de paix, développement et justice en Amérique latine.

ASIE

BIRMANIE

GHRE (GRASSROOTS HUMAN RIGHTS EDUCATION AND RESSOURCE DEVELOPMENT)

*PAIX-DROITS HUMAINS-
DEMOCRATIE*

- **Mr Htoo CHIT**: Directeur

Il s'agit d'une organisation de Birmans composée d'une dizaine de personnes, basée en Thaïlande, à Kaolak, qui travaille sur l'accès à l'éducation (éducation sur les droits humains aux communautés de base : travailleurs migrants birmans, réfugiés et personnes déplacées et sur la santé. Il est dès lors enrichissant pour elle de pouvoir participer à des événements internationaux où elle peut se faire connaître sur la scène internationale et avoir des contacts avec d'autres organisations travaillant sur les mêmes thématiques.

CHINE

IYCW ASPAC (INTERNATIONAL YOUNG CHRISTIAN WORKERS, ASIA-PACIFIC)

JUSTICE SOCIALE

- **Ms Geethani PERIES** : Coordinatrice. Elle coordonne les campagnes de mobilisation dans la région pour « Un travail décent pour tous » - thème des années dernières -, en faveur des travailleurs temporaires, des travailleurs du secteur informel, des chômeurs, des femmes, âgés de 15 à 35 ans. Geethani travaille en particulier avec les femmes.

En Asie, IYCW est très engagé auprès des travailleurs en situation précaire, il mène de nombreuses campagnes de lobbying pour soutenir les droits des travailleurs. IYCW souhaite vivement participer au FSM de Nairobi pour faire connaître ses actions au niveau international et travailler en réseau avec d'autres organisations engagées dans le même domaine. De plus, d'autres branches internationales de YCW seront présentes à Nairobi, ce sera donc une occasion de regroupement des YCW internationales et une occasion pour elles de prendre des contacts avec d'autres organisations.

Activités : assurer l'égalité des genres, garantir les droits économiques, sociaux et culturels, en particulier le droit à l'emploi et à un travail décent, construire un monde de paix.

COREE DU SUD

WTI (WOORI THEOLOGY INSTITUTE)

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE, DEMOCRATIE, THEOLOGIE

- **Mr Kiho UHM** : Chercheur international. Auparavant il était coordinateur d'IMCS (branche asiatique du MIEC). Ses sujets de réflexion et d'action sont : la souveraineté alimentaire, l'agriculture alternative, les étudiants et les jeunes, les groupes d'action sociale.

Le WTI est une organisation coréenne qui a pour but principal de développer la théologie Woori, c'est-à-dire la théologie contextuelle coréenne par des études et des recherches sur les diverses théologies existant dans le pays telles que la théologie Minjung, la théologie féministe, la théologie de l'Inculturation, etc... Le champ de réflexion et d'action de WTI est large, aussi bien au niveau politique : réunification de la péninsule coréenne, au niveau économique : il a joué un rôle important dans les discussions et analyses sur la crise de 1997, il s'est engagé dans un projet promouvant la souveraineté alimentaire à Andong, au social : défense des paysans, lobbying contre l'OMC, etc.. Des membres de WTI ont déjà participé aux FSM passés ainsi qu'au Forum de la Théologie de la Libération, ils sont très désirés de continuer leur action et de prendre toujours davantage de contacts au niveau international. WTI a été proposé à la DEP pour l'atelier CCFD «ONG confessionnelle et construction de la paix».

I N D E

IRDS (Integrated Rural Development Society)

*ACCES A LA TERRE, DEFENSE DES DROITS DES
POPULATIONS MARGINALISEES, SOUVERAINETE
ALIMENTAIRE*

- **Mr NICHOLAS : Directeur.** Il coordonne le travail de l'organisation, assure le pilotage des projets , gère les ressources humaines et assure la coordination des activités de lobbying.

Mr. Nicholas, partenaire très engagé dans la question de l'accès à la terre et dans la mobilisation des paysans Dalits sans terre, travaille de plus en plus avec d'autres mouvements sociaux de paysans Dalits dans le but d'atteindre l'objectif de la redistribution de la terre et de la réforme agraire. Il serait très intéressant pour IRDS de pouvoir tisser de nouveaux liens avec d'autres mouvements qui travaillent sur la même problématique et d'avoir des échanges sur leurs pratiques et leurs expériences pour une plus grand mobilisation internationale.

I N D O N E S I E

INSTITUT DAYAKOLOGI

*MINORITES – POPULATIONS
TRIBALES – PAIX ET DROITS HUMAINS*

- **Mr Edi VINCENSIUS**

L'Institut Dayakologi est une organisation non gouvernementale indonésienne basée à Pontianak, Kalimantan, partie indonésienne de l'île de Bornéo. Cet institut a été créé en 1991 avec comme mission principale de promouvoir la culture indigène Dayak et de faire valoir les droits ancestraux de ce peuple à jouir des ressources naturelles de l'île. Il publie des recherches académiques, des documentaires vidéo et radio, une revue, et ils organisent régulièrement des séminaires. ID travaille actuellement sur un projet de réconciliation / construction de la paix qui associe plusieurs ethnies avec lesquels les Dayaks ont eu des confrontations violentes dans le passé.

S R I L A N K A

HDO (Human Development Association)

*DEFENSE DES DROITS HUMAINS – CITOYENNETE - ECONOMIE
SOLIDAIRE*

- **Mr. Siva :** Directeur des Programmes. Il a pour responsabilités de gérer les plannings, la formation, d'assurer les liens avec les organisations nationales et internationales et de faire du lobbying/plaidoyer aussi bien avec les communautés de base qu'au niveau international. Il gère également les relations avec les autorités.

Dans le contexte actuel d'aggravation des conflits armés au Sri Lanka et des attaques contre les ONG locales et internationales, il est important que les populations qui travaillent avec les communautés tamoules prises pour cible dans les attaques trouvent un espace d'expression de leur cause et de leur travail en faisant intervenir un peu plus la solidarité internationale lors du FSM.

HDO a été proposé à la DEP pour les ateliers CCFD « Rôle de la jeunesse dans la construction de la paix » et « lutte contre l'impunité et travail de mémoire ».

BASSIN MEDITERRANEEN

ISRAEL

AHALI (Centre pour le développement communautaire)

*DESC - SOUVERAINETE ALIMENTAIRE -
GENRE*

Yasmeen DAHER : Coordinatrice du programme pour « l'égalité des chances pour les femmes arabes dans les zones rurales ». Yasmeen est diplômée en sociologie à l'université de Tel Aviv et spécialisée sur la question du genre.

Créée en 1999, l'association Ahali a pour objectif de soutenir l'organisation des citoyens palestiniens d'Israël pour favoriser pour un accès à une citoyenneté pleine et entière, leur accès aux droits et une distribution égalitaire des ressources nationales.

En particulier, l'action de AHALI en faveur des paysans arabes israéliens de Galilée est centrée sur la formation de professionnels pour le renforcement des capacités de la société civile palestinienne, notamment à travers un réseau de comités agricoles, la diffusion d'études et de recherche pour la promotion des droits des paysans et l'encouragement à la participation de la population arabe israélienne dans les affaires publiques dans le but d'atteindre une égalité des droits de cette minorité.

MAROC

CARREFOUR ASSOCIATIF

*JEUNESSE – BONNE GOUVERNANCE -
DEMOCRATIE*

- El Bachir BOUKHSIMI

Le Carrefour associatif a été créé en 2002. Il comprend 7 associations de développement d'envergure nationale et/ou régionale - Association Marocaine de Solidarité et de Développement (AMSED), Association Marocaine d'Appui à la promotion de la petite entreprise (AMAPPE), Association Oued Srou (AOS), Fédération des Associations de Développement de Figuig (FADEF), Association Mouvement Twiza (Twiza Khémisset), Association marocaine d'Appui pour le Développement Local (AMAL Tandrara), Association Tichka (Tichka Ouarzazate).

Le Carrefour associatif vise à renforcer et qualifier le tissu associatif marocain par la consolidation de sa capacité d'action en vue de mieux intervenir auprès des communautés de base. Cet appui institutionnel se fait notamment par des formations, des échanges visant une meilleure adaptation des ressources humaines, un renforcement des pratiques internes de démocratie, et un meilleur positionnement des associations marocaines dans le débat public.

Le Carrefour associatif a été soutenu dès sa conception par le CCFD, après un partenariat avec la plupart des associations membres du réseau. Il a été cofinancé dans le cadre du PCM (Programme concerté Maroc) de 2001 à 2005.

SAHARA OCCIDENTAL

PLATEFORME DE SOLIDARITE
AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI

SOLIDARITE HUMANITAIRE

- Mr Bachir MOUTIK : Informaticien résidant en France, est membre de la plate-forme. Il est aussi l'un des animateurs de la communauté sahraouie en France. Il a participé au FSM 6 à Bamako et au Forum social Maghrébin dans la délégation sahraouie.

La Plate-forme a été créée en 1991. Elle regroupe des ONGs, des associations de jeunes et des villes françaises qui accueillent les enfants sahraouis pendant les vacances d'été.

Son objectif est de coordonner la solidarité humanitaire envers les sahraouis des camps de réfugiés en Algérie et dans les territoires du Sahara Occidental ainsi que la sensibilisation et la mobilisation de l'opinion publique sur le conflit au Sahara.

TUNISIE

L'ATFD (Association tunisienne des femmes démocrates)

DISCRIMINATION DES FEMMES

- **Melle Saïda GARRACH** : Avocate et Secrétaire générale de l'ATFD. Saïda, militante ayant une aisance remarquable d'expression, est très familière des réseaux d'organisations de la société civile régionale et mondiale de lutte des femmes pour l'égalité.

L'ATFD a été créée le 6 août 1989 avec des principes fondateurs comme : l'autonomie par rapport au pouvoir politique et aux partis politiques ; la pluralité et le respect des différentes sensibilités et opinions portées par les adhérentes ; la laïcité ainsi que le caractère indivisible des droits humains.

Objectifs

- l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes;
- la défense des droits acquis et l'évolution des législations tunisiennes en vue d'une égalité effective entre les sexes;
- la transformation des mentalités patriarcales;
- la prise en charge par les femmes de leurs problèmes et la lutte solidaire en vue de solutions non discriminatoires;
- la participation des femmes à la vie civile et politique;
- la reconnaissance sans restriction de leur pleine citoyenneté;
- la lutte contre toutes les formes de violences à l'égard des femmes.

L'ATFD a été très active dans les événements régionaux et internationaux des sociétés civiles comme le Forum social maghrébin et le forum social mondial (participation au FSM 2006 à Bamako).

EUROPE DE L'EST

S E R B I E

HLC (Humanitarian Law Center)

DROITS DE L'HOMME – JUSTICE ET VERITE

- **Admir DURAN** : Responsable des relations extérieures

Le HLC a été créé en 1992 pendant la guerre. Il s'agit d'une des très rares associations serbes courageuses qui martèle sans cesse la responsabilité de l'Etat serbe dans les crimes perpétrés en 1991 et 1999 : responsabilité de l'Etat, responsabilité collective, nécessité de la justice pour toutes les familles de victimes... afin de servir la justice et de faire connaître la vérité.

Aucun dossier n'est oublié : la Croatie, la Bosnie, le Kosovo, le TPIY, les minorités, les disparitions... Cette détermination rapporte au HLC de nombreuses animosités.

Les activités du centre sont de plusieurs ordres : travail juridique (le HLC se porte très souvent représentant de familles de victimes), monitoring des procès, recensements des disparus, enquêtes autour des disparitions, recueils et publications de témoignages, organisation de formations sur le droit international et de tables-rondes régionales (avec le TPI, les professionnels du droit, la commission en charge des disparus...).

YIHR (Youth initiative for human rights)

VERITE ET JUSTICE

- **Ivan STOVANOVIC** : Coordinateur de programmes

L'association s'est créée en 2002, avec le constant soutien de HLC (Humanitarian Law Centre). Elle œuvre plus dans le domaine la sensibilisation de l'opinion publique en s'adressant à la jeunesse serbe afin que celle-ci ait une mémoire des crimes commis dans les années 90, qui sont singulièrement tabous dans les familles, dans le discours de l'Etat et dans les médias. Pour cela, YIHR fait les actions suivantes : organisation de débats, production de spots télévisés sur la purification ethnique (à travers les exemples de Srebrenica, de Prijedor, du Kosovo...).

L'association a ouvert récemment un bureau à Pristina, acte assez rare en Serbie pour être souligné, car il est très difficile de parler du Kosovo dans ce pays.

MIGRANTS

FRANCE

GRDR

DEVELOPPEMENT LOCAL

- **Zaynab TERA** : Chargée de programme (PIMDERO)

En France, le GRDR accompagne les dynamiques individuelles et/ou collectives des immigrés pour leur accès aux droits et leur implication citoyenne. Il exerce son expertise pour favoriser l'insertion sociale et économique des migrants

En Afrique (Mali, Mauritanie, Sénégal), le GRDR travaille avec les autorités administratives locales, les services techniques de l'Etat, les municipalités et les acteurs de la société civile autour du triptyque « décentralisation - développement local - lutte contre la pauvreté ».

Le GRDR accompagne aussi les associations de migrants et leurs partenaires afin de les encourager à améliorer leurs connaissances. L'un des objectifs visés est de valoriser les migrants dans leur implication citoyenne ici et là-bas [Programme de Promotion de l'Implication des Migrants dans le Développement de leur Région d'Origine (PIMDERO)].

Femmes de la Terre

DISCRIMINATIONS ET EXCLUSION SOCIALE

Femmes de la Terre lutte contre les violences faites aux femmes migrantes résidant en France (violences subies dans les pays d'origine ou en France, violence conjugale, familiales, sociaux/culturelles...). Elle aide à l'accès aux droits pour faire reculer les discriminations et l'exclusion sociale et elle prévient les comportements discriminatoires et d'exclusion par des actions d'informations en direction des publics jeunes et des travailleurs sociaux.

Elle tient également une permanence d'écrivain public ouverte aux habitants des quartiers Est de Paris (accueil individuel, diagnostic de la situation, rédaction de courrier si besoin, contact avec l'administration si nécessaire pour clarifier la situation et faire la médiation).

- **Lucie BROCARD** : chargée d'études

MAROC

AMDH (Association Marocaine Droits de l'Homme)

DROITS DE L'HOMME

- **Said TBEL** : Coordinateur d'actions nationales

L'association Marocaine des Droits de l'Homme est un réseau national composé d'une délégation nationale et de plusieurs antennes locales sur l'ensemble des grands centres du territoire marocain.

Son objectif est de promouvoir par l'action militante de base la consolidation de l'état de droit au Maroc et le renforcement de la démocratie et la sauvegarde des droits humains.

LE CCFD une association de solidarité internationale au service du développement

Créé en 1961, le CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développement), est la première ONG française de développement. Sa vocation est de soutenir les populations les plus pauvres, sur tous les continents, dans les actions de développement qu'elles mettent elles-mêmes en œuvre et de sensibiliser l'opinion publique française à l'action internationale.

✓ Là-bas : être partenaire des acteurs locaux

Dans le monde, le CCFD finance des actions de développement initiées et mises en œuvre par des associations locales dans les pays du Sud et de l'Est sans distinction de régime politique ni de religion.

Ces actions concernent tous les domaines du développement humain : la lutte contre la faim, la santé, l'environnement, la formation, la promotion des droits de la personne humaine et la protection des enfants. Les projets doivent concerner les plus démunis et répondre à un besoin réel ressenti par la population.

En 45 ans, le CCFD a tissé un réseau de plusieurs centaines de partenaires dans le monde. Il soutient chaque année 500 initiatives dans 75 pays en Afrique, Amérique latine, Asie, Bassin méditerranéen, Europe centrale et orientale.

Pour répondre aux nouveaux défis du développement, ceux-ci sont appelés de plus en plus souvent à partager leur expérience et leur savoir-faire afin de mettre au point des stratégies communes. Ils sont invités à participer activement aux grands événements nationaux et internationaux (Forum social mondial, Forum alternatif lors du G8, Conférences de l'OMC...) pour témoigner des propositions alternatives qu'ils mettent en œuvre dans leur pays.

✓ Ici : sensibiliser à la solidarité internationale

En France, à travers son réseau de 15 000 bénévoles, le CCFD s'engage pour sensibiliser et informer l'opinion publique. Afin de faire mieux comprendre les raisons du mal développement, il mène régulièrement des campagnes de plaidoyer et interpelle les responsables politiques et économiques pour qu'ils prennent davantage en compte les intérêts des pays du Sud. Agir et faire évoluer les mentalités dans notre pays, c'est créer aussi les conditions nécessaires pour que les choses puissent vraiment changer là-bas.

Pour faire entendre la voix des plus pauvres, le CCFD s'est engagé, avec d'autres associations de solidarité dans la *Campagne française pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres* menée depuis 1999, les campagnes du collectif *De l'éthique sur l'étiquette*, pour la promotion du commerce équitable, *Le soja contre la vie* qui dénonce les méfaits de la l'expansion de la culture du soja en Amérique du Sud. En 2007, la campagne « *Etat d'urgence planétaire : votons pour une France solidaire !* » interpelle l'opinion sur la place de la solidarité internationale dans les engagements des candidats aux élections présidentielle et législatives.

Son expérience et son professionnalisme sont reconnus à l'échelle mondiale. Il est à ce titre, régulièrement appelé à travailler avec de grandes instances nationales et internationales comme l'Union européenne ou l'ONU.